

N° 92 — JUIN 1971

« LE PEUPLE BRETON »
mensuel
Boîte postale 713 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 12 F
Etranger (par avion) : 20 F
De soutien : à partir de 20 F
C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

1^F

UDBN

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

DES EMPLOIS EN BRETAGNE ! AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD

**Interview de Félix NICOLO,
Secrétaire de la C.F.D.T.
de Bretagne**

L'Union régionale C.F.D.T. de Bretagne vient de lancer une campagne d'information et d'action pour l'emploi et le développement de la Bretagne. Ces initiatives nous paraissant très intéressantes, nous sommes allés interroger le secrétaire de l'Union C.F.D.T. de Bretagne, Félix Nicolo.

(page 3)

Chez SAMBRON, à PONCHATEAU

UN JEUNE PATRON SUR DE LUI... MAIS LES OUVRIERS RIPOSTENT

Si vous avez l'occasion de vous rendre de Vannes à Nantes, vous apercevrez, en retrait de la route, quelques kilomètres après Pontchâteau, de grands bâtiments de construction récente. C'est l'usine de matériel de travaux publics, dénommée Sambron, une affaire familiale avec 450 travailleurs.

A l'heure où nous écrivons, ces derniers sont en grève depuis le 15 avril. Ce conflit est très dur et a des répercussions dans tout le département. Saint-Nazaire avec ses luttes sévères est proche. Et le spectacle de « Vademecum » clos et abandonné, à quelques pas de là, fait penser avec angoisse à l'avenir.

Tout ce qui se passe autour d'eux n'a pas manqué de faire réfléchir les travailleurs de Pontchâteau et renforcer leur résolution de ne pas être les victimes d'une gestion qui spéculait sur le sous-développement de leur secteur géographique, sous-développement qui ressemble étrangement à celui de toute la Bretagne, riche en main-d'œuvre mais pauvre en débouchés.

Depuis février déjà, le directeur-gérant, Maurice Sambron, qui a repris en main la marche de l'usine à la suite de son père, sénateur et président du Comité d'Expansion, laissait entendre que la productivité était insuffisante et les prix moins compétitifs. Le 31 mars, il décidait unilatéralement de réduire de 15 %, par rapport à 1970, toutes les rémunérations et de ne plus tenir compte de l'évolution des salaires parisiens, ce qui se faisait depuis dix ans selon un accord d'entreprise. Cela se traduirait par une perte de 200 F à 220 F de moyenne.

Le directeur-gérant a apporté ainsi la preuve qu'il entendait revenir à la « saine » politique de ses amis de Loire-Atlantique en matière de niveau de vie pour tous ceux qui, à divers

échelons, font tourner l'usine avec lui. Maurice Sambron entend appliquer des méthodes dont le féliciteraient les patrons de combat. Très sûr de lui, il montre ostensiblement qu'il n'a pas de points communs avec la classe ouvrière.

LES OUVRIERS NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Le personnel, fortement choqué, décida, à son tour, le 5 avril, de bloquer tout départ de machines et de pièces de rechange.

Le 9, après de nombreuses réunions entre la direction, l'Inspection du Travail et les délégués ouvriers, un

point important est reconquis : la référence aux salaires parisiens.

Le 15, monsieur le directeur, très imbu de son pouvoir discrétionnaire, fait fermer les portes de l'entreprise. Depuis, les travailleurs stationnent jour et nuit devant les grilles de leur usine. Pour briser la volonté des grévistes, deux délégués C.F.D.T. sont appelés en justice le 23 avril. Ils sont accusés d'être responsables du blocage des livraisons. Une délégation de 300 ouvriers les accompagne. Le tribunal juge la demande injustifiée, se déclare incompétent et condamne la direction à payer les dépens.

Pour compenser la perte de 15 %, les syndicats offrent, le 30 avril der-

(Suite page 5)

LE VIII^e CONGRÈS DE L'U. D. B.

(page 6)

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC :

Difficultés et licenciements au « Joint Français ».

Depuis deux ans, près du tiers des employés ont été licenciés. Le ralentissement des activités de l'industrie du bâtiment et, plus récemment, de l'automobile, serai la cause des difficultés de l'entreprise, qui fournit des joints de caoutchouc. Comme toujours, les travailleurs en font les frais : la direction a annoncé 19 licenciements. Devant l'opposition des syndicats, la décision a été reportée d'un mois. Plus tard, la direction a annoncé une réduction des horaires de travail de 3 heures, avec réduction de salaires, dont le niveau est ramené à celui de janvier 1970, malgré la hausse du coût de la vie.

LANNION : FLUT, menacé.

Moins de deux ans après son ouverture, l'Institut Universitaire de Technologie connaît de grandes difficultés : l'établissement tourne au ralenti, avec 185 élèves contre les 900 attendus. Une raison importante en est le manque de crédits qui ne permet pas de recruter assez de professeurs. Faute de nouvelles créations de postes, le département « mesures physiques » ne pourra ouvrir comme prévu à la rentrée d'octobre. Les enseignants ont entrepris un mouvement de grève pour que l'Institut puisse remplir son rôle de promotion et pour que la région, qui l'a en partie financé, puisse en bénéficier.

FINISTERE

BREST :

— le problème de l'emploi.

L'antenne brestoise du groupe parisien Alcatel vient d'être supprimée. Une équipe formée aux techniques les plus avancées de l'électro-acoustique et travaillant depuis plus de 15 ans dans le domaine de l'océanographie va se trouver dispersée et va devoir quitter la Bretagne. Est-ce là la vocation océanographique de Brest ? Ce personnel avait déjà été licencié lors de la liquidation des « Compteurs bleus ».

— Grève à l'entreprise Mazé.

Devant le refus de la direction de satisfaire leurs revendications, les 26 ouvriers de l'entreprise Mazé (équipement électrique) se sont mis en grève. La direction a alors proposé des augmentations pour 12 ouvriers seulement. Les salaires sont particulièrement bas dans cette entreprise où les jeunes ouvriers, avec C.A.P., gagnent 3,86 F de l'heure au lieu des 4,58 qui constituent le minimum des ouvriers qualifiés. Les travailleurs demandent une augmentation uniforme de 0,30 F.

ILES A VENDRE.

De nombreuses agences immobilières ont reçu l'annonce suivante : « A

vendre, ensemble ou séparément, les Banalec (15 hectares), Bannec (9 hectares), Triclen (15 hectares). Sites splendides... ». Le prix est de 30 000 F l'hectare. Situées entre le Conquet et Guessant, ces îles magnifiques risquent de devenir la propriété de quelques riches milliardaires en mal de pittoresque.

QUIMPER :

Tourisme... pour qui ?

On a fait grand bruit autour de la prochaine création à Quimper du Centre d'études et de promotion du tourisme, pour assurer la formation professionnelle de cadres et d'animateurs du tourisme. Ce qui pourrait être utile au développement d'un tourisme populaire contrôlé par les organisations des travailleurs bretons semble devoir être détourné à d'autres fins. On apprend que le Club Méditerranée, patronné par M. Trigano et Rothschild, proches de M. Pompidou, envisage d'y faire former ses animateurs. M. Trigano vient d'effectuer un voyage en Bretagne et semble avoir vu dans ses sites des possibilités de revenus importants. Comme au Maroc et en Tunisie on va vendre le « pittoresque » de la Bretagne !

ILLE-ET-VILAINE

RENNES : Grève à la S.G.E.

Les locaux de la Société Générale d'Entreprise (service électrique) ont été occupés par les ouvriers, en grève illimitée suivie par la plupart du personnel (220 personnes). Les revendications portent notamment sur une augmentation de salaire de 12 %, une prime de repas, un temps d'information syndicale. La grève a duré 2 jours. Les pourparlers continuent.

SAINT-BRICE :

La mortalité infantile.

Une enquête a révélé que le taux de mortalité infantile approche 35 pour mille dans le canton de Saint-Brice-en-Coglès, soit le taux français moyen d'il y a 20 ans (actuellement, le taux français est inférieur à 20 pour mille). Il s'agit pourtant d'une zone rurale qui n'est pas parmi les plus défavorisées. Le manque d'éducateurs et de travailleurs sociaux est en partie responsable de cette situation.

A LORIENT, 4000 MANIFESTANTS CONTRE L'AGRESSION AMERICAINE EN INDOCHINE

A l'appel d'une trentaine d'organisations, dont l'U.D.B., plus de 4 000 personnes se sont rassemblés à Lorient, le 9 mai, pour réclamer le départ des troupes américaines d'Indochine. Hormis les représentants des municipalités de Lanester, Le Guilvinec, Lorient, Hennebont, Pontivy, Saint-Brieuc et Guémené, peu d'élus étaient présents. Après le discours du représentant du Mouvement de la Paix, la foule défila pendant une heure dans les rues de Lorient, en présence de représentants de la République Démocratique du Nord-Vietnam et du Front uni national du Cambodge. Ceux-ci remercièrent les travailleurs bretons de cette manifestation de soutien. Cette manifestation doit marquer un renforcement du combat des forces démocratiques contre une invasion américaine toujours plus meurtrière.

LOIRE-ATLANTIQUE

CARQUEFOU :

Encore un exemple manqué de décentralisation : la S.O.F.A.M.O.

La S.O.F.A.M.O., spécialisée dans la production des moules industriels est venue en 1968 à la demande des pouvoirs publics. Elle est aujourd'hui sur le point de déposer son bilan, après avoir refusé de donner tout renseignement au Comité d'entreprise. Les travailleurs sont inquiets. Aux dernières nouvelles, elle serait reprise par un groupe industriel de la même branche.

NANTES :

— 6^e semaine de grève chez Otis.

Ce mouvement concerne 35 ouvriers sur une trentaine dans cette entreprise spécialisée dans les ascenseurs (revendications déjà présentées par le précédent « Peuple Breton »). Des propositions patronales ont été faites (15 % de la masse salariale en 1971 comme augmen-

tation, réajustement des indemnités au 1^{er} octobre prochain, crédit d'heures de formation). Ces propositions sont jugées insuffisantes étant donné le retard à combler. La solidarité remplit son rôle dans toute la métallurgie de la ville.

— Lu-Brun en voie de disparition

Les promesses du P.D.G. et du Ministère de l'Aménagement du Territoire se sont envolées. Il n'est plus question de développer l'usine de Nantes et de doubler la production. Au contraire, licenciements, déclassement et suppression de postes indiquent bien ce qui doit arriver. Les organisations syndicales multiplient leurs efforts, mais réussiront-elles à arrêter le plan de concentration amorcé en faveur d'Athis-Mons ? Mais, son usine se trouvant au centre de Nantes, Lu-Brun réalisera, en la vendant, une fort « belle » opération immobilière.

Pour une école digne du peuple

La journée d'action du 26 avril contre la loi Debré qui tend à sacrifier l'enseignement public a été beaucoup plus suivie en Bretagne que dans l'ensemble de la France. Lancée à l'appel des syndicats démocratiques, d'une fédération de parents d'élèves et du Comité National d'Action Laïque, cette grève a donné lieu à des rassemblements très suivis, notamment à Saint-Brieuc, Carhaix (2 000 personnes), Quimper, Lorient et Rennes. Les orateurs ont dénoncé le dualisme scolaire qui aboutit à une localisation aberrante et concurrente des établissements, à un éparpillement des crédits, et la politique actuelle de rentabilisation de l'enseignement par l'Etat. Celle-ci aboutit à la fermeture de nombreux établissements et classes en Bretagne et à une démocratisation encore moins avancée qu'auparavant.

Le 3 mai, les agents de lycée ont fait une grève qui défend en fait les mêmes principes : maintien du nombre de postes d'agents de 1970, prise en charge par l'Etat des agents payés sur l'internat, suppléance des agents malades, etc.

MOR-BIHAN

LORIENT : 30 % d'augmentation.

A la suite des négociations sur les salaires entre armateurs et marins-pêcheurs lorientais (pêche industrielle), les armateurs ont fait connaître leurs propositions : salaire minimum de 1 350 F et augmentations des indemnités « travail à terre », « accident » et « maladie ». L'armement refuse encore de prendre en charge les frais de déchargement et de payer les câbles. Néanmoins, l'augmentation moyenne est supérieure à 30 %.

suivie de baptêmes de l'air et d'une dégustation de brochettes pendant laquelle le bagad égayait les convives et les matelots assuraient la garde des jeunes enfants. Très touchante initiative que le contribuable moyen appréciera à sa juste valeur.

LANN-BIHOUÉ :

Visite de la base par les familles du personnel.

Le 22 avril, les familles du personnel de la « Flotille 2 S » furent invitées à une visite des installations.

SEZNEC-MERLET

S.M.Jr

1 et 3, rue Kéréon

29 S - QUIMPER

■ ■

Tél. 95.12.04 et

95.15.72

■ ■

UNE MODE...

UN STYLE...

Imprimerie Commerciale, Rennes

Directeur de la publication : J.P. Gourmel.
Publication inscrite à la C.F.P.A.P. n° 41.987
Tirage : 6 000 ex. — Dépôt légal 2^e trimestre



Cliche - Le Peuple Breton